

Communiqué de presse

Dans un document au titre évocateur - "Les ventes de l'Etat" - le gouvernement de Nicolas Sarkozy vient d'annoncer, sans concertation avec les collectivités territoriales, son intention de liquider le site de l'école de gendarmerie de Libourne parmi une liste de 1700 cessions immobilières au plan national.

La décision prise par le gouvernement confirme les craintes de la Ville de Libourne, exprimées par Gilbert Mitterrand auprès de Michèle Alliot-Marie, alors Ministre de l'intérieur, au cours de leur entretien du 10 octobre 2008, lorsqu'elle lui annonça la fermeture du site de l'ESOG.

Au-delà de la recherche d'une économie budgétaire sur les sites militaires au nom de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), Gilbert Mitterrand craignait déjà que l'Etat veuille doubler sa mise par des gains financiers sur la vente des bâtiments.

En 2008, Michèle Alliot-Marie avait donné des garanties d'une reconversion exemplaire, assortie de conditions financières et économiques favorables à l'émergence d'un projet d'ensemble: l'Etat manque donc à sa parole.

Après 8 mois d'une étude de reconversion rendue impossible dans les conditions fixées par les services de la Mission de Réalisation des Actifs Financiers (MRAI) du Ministère de la Défense, et dénoncées par Monsieur le Préfet lui-même au cours du comité de pilotage du 7 mai dernier, la fermeture du site de l'ESOG s'avère ce qu'elle a toujours été dans l'esprit de l'Etat: une opération immobilière et financière, "aux conditions du marché" et dans le cadre d'un "appel d'offre".

Une semaine après la visite rocambolesque de Michèle Alliot-Marie à Libourne, qui n'a pas cru bon d'évoquer le sort de l'ESOG, la décision du gouvernement manifeste un profond mépris à l'endroit des élus locaux et des acteurs socio-économiques qui se sont mobilisés pour bâtir un projet de reconversion durable.

L'Etat tourne ainsi le dos à son rôle dans l'aménagement du territoire pour se transformer "en promoteur multicartes" d'un bien immobilier que l'estimation de France Domaines - plus de "20 millions d'euros" - rend inaccessible aux collectivités territoriales déjà pressurées par les décisions fiscales et budgétaires du gouvernement. Il tourne surtout le dos à sa parole et à l'affirmation de sa volonté d'une reconversion exemplaire du site.

Quel sens l'Etat entend-il donner à son comité de pilotage? Qu'advient-il du projet d'extension du CEFIL et de l'implantation de la Sous-préfecture sur le site de l'ESOG? Quel sort sera réservé aux propositions d'aménagements urbains exprimées par la Ville de Libourne comme au projet de reconstruction de l'école d'infirmières (IFSI) que la Région Aquitaine est prête à engager sur l'ancien site militaire? Les collectivités locales seront-elles acculées à répondre à l'appel d'offres dans les conditions d'un acquéreur de droit commun?

Jusqu'à présent l'Etat n'avait que peu répondu aux propositions de reconversion du territoire et encore moins à ses inquiétudes. Il vient de livrer, avec brutalité, la seule orientation stratégique qui semble être la sienne: confier l'avenir du site de l'ESOG à la loi du marché, dans le cadre d'un vaste programme de vente à la découpe... au mépris de l'histoire, au mépris de la ville, au mépris de toute cohérence urbaine et, pour finir, au mépris des Libournais eux-mêmes.

Gilbert Mitterrand ne sera pas complice de la décision d'un Etat qui n'a décidément aucun projet, aucune parole, ni aucune vision d'avenir pour le territoire Libournais.